



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 105 - 8 mars 1982

PRIX : 2 F

— COTE D'IVOIRE —

la dictature face à la
contestation de l'intelligentsia

sommaire
du
verso



DANS CE NUMERO

TCHAD : A NAIROBI, L'OUA VEUT SAUVER LA FACE

SENEGAL : LICENCIEMENT POUR FAIT DE GREVE

MALI : L'UNTM, UN SYNDICAT AU GARDE-A-VOUS

MADAGASCAR : LES GREVES ET MANIFESTATIONS DE FEVRIER A DIEGO SUAREZ

ETC, ETC,...

sommaire

EDITORIAL : Côte
d'Ivoire

Page 4 :
Côte d'Ivoire : modèle
de développement
ou symbole du pillage
impérialiste ?

Page 6 :
Tchad : à Nairobi,
l'OUA veut sauver la
face

Page 7 :
Tchad : des partis qui
se préparent à des
élections hypothéti-
ques.

Page 8 :
Sénégal : licenciement
pour fait de grève

Page 8/9 :
Mali : l'UNTM, un
syndicat au garde-à-
vous.

Mali : congrès ordi-
naire qui n'a rien
d'extraordinaire

Page 10 :
Madagascar : les grè-
ves et manifestations
de février à Diégo
suarez

Pour mettre fin à
l'ignorance il faut
supprimer l'exploita-
tion capitaliste

abonnements

France : 1 an
pli ouvert : 24 F
pli fermé : 48 F

Autres pays :
écrire au journal

Adresse :
Combat Ouvrier
"pour le PAT"
BP 145
75 023 Paris cedex

Prière de régler les
abonnements en timbres

éditorial

COTE D'IVOIRE : LA DICTATURE FACE A LA CONTESTATION
DE L'INTELLIGENTSIA

Depuis quelques semaines une vague de contestations tra-
verse la Côte d'Ivoire. Dans nos précédentes éditions, nous avons
fait état des manifestations de chômeurs, ainsi que celle des ha-
bitants d'un quartier populaire d'Abidjan en colère à la suite de
l'assassinat d'un chauffeur de taxi par un policier.

Cette fois-ci le mouvement a gagné les milieux universi-
taires. Le 9 février on apprenait l'arrestation de 2 000 étudiants
environ, de même que celle de quelques professeurs de l'Universi-
té d'Abidjan. Quelques jours auparavant, un professeur de l'Uni-
versité devait tenir une conférence sur le thème "jeunesse et dé-
mocratie" en Côte d'Ivoire. Mais les autorités ont interdit cette
conférence et arrêté le conférencier.

La raison officielle invoquée a été le soucis d'éviter "les
actes de vandalisme" commis à la suite d'autres conférences à l'U-
niversité, de même que le désir de maintenir l'ordre.

Drôle de conception du maintien de l'ordre que d'interdire
une conférence et d'arrêter le conférencier !

Quoiqu'il en soit, dès que ces mesures furent connues, les
étudiants décidèrent une grève générale et exigèrent la libération
de l'enseignant. La riposte des autorités fut la fermeture de tous
les établissements scolaires gagnés par le mouvement, l'arresta-
tion de 2 000 étudiants conduits au camp militaire d'Akouédo, la
suspension des bourses et l'évacuation de toutes les résidences U-
niversitaires.

Face à cette brutale répression, le SYNARES, syndicat des
enseignants du supérieur, appela à une grève illimitée des ensei-
gnants pour exiger la levée de toutes les mesures prises, pour exi-
ger l'amélioration des conditions de travail des enseignants de l'
Université et aussi pour le respect des libertés démocratiques.

Des tracts furent distribués par les enseignants dans les
quartiers populaires, appelant la population à soutenir la lutte
des universitaires.

La riposte du régime fut d'interdire le SYNARES et de sus-
pendre le salaire des enseignants du supérieur. Les autorités au-
raient même cherché un moyen de poursuivre certains enseignants
pour incitation à la révolte.

Parallèlement à ces faits, dans certains quartiers populai-
res d'Abidjan, tels que Treichville ou Adjamé, il y aurait eu des
émeutes et des pillages de magasins. Pendant plusieurs jours, la
ville aurait été quadrillée par des unités spéciales de police for-
mées pour la répression.

A l'heure où nous écrivons, le pouvoir semble avoir repris
l'initiative. Les autorités auraient décidé la réouverture des écoles
le syndicat des enseignants ayant décidé de suspendre son mouvement.
Par contre le régime de Houphouët a pris certaines mesures accen-
tuant encore plus le manque de libertés. Ainsi, toutes formes d'asso-
ciations, aussi bien les clubs de jeunes que les amicales, sont
interdites dans le milieu universitaire.

Ainsi donc, même dans ce pays présenté par certains comme
un flot de paix et de prospérité en Afrique, la contestation se dé-
veloppe.

.../...

Bien sûr, dans ce cas précis, les catégories qui luttent et revendiquent, sont des catégories plutôt privilégiées par rapport aux travailleurs, aux paysans ou aux déshérités des villes et des campagnes. Houphouët a eu d'ailleurs beau jeu de publier de manière démagogique, le salaire et les divers avantages des enseignants et des étudiants.

Bien sûr, si les intellectuels en révolte revendiquent plus de liberté et plus de démocratie, leur colère contre le régime provient, aussi, de ce que l'horizon commence sérieusement à se boucher même pour les futurs diplômés qui vont sortir de l'Université d'Abidjan et de ce que les places que le régime avait à offrir dans ou autour de l'appareil d'Etat sont déjà prises.

Mais le régime a quand même toutes les raisons de craindre cette agitation. Parce que d'abord, les revendications de droits démocratiques, de libertés, même cantonnées dans les milieux universitaires, sont incompatibles avec le régime de dictature qu'est celui de Houphouët derrière ses faux airs libéraux. Parce qu'ensuite, il n'y a certainement pas que les milieux estudiantins et intellectuels qui ont des raisons d'être en colère. La période dite de prospérité de la Côte d'Ivoire - de toute façon révolue aujourd'hui avec la crise - ne l'a été que pour la minorité bourgeoise du pays, vivant des miettes laissées par l'impérialisme. Mais pour les autres, pour ces dizaines de milliers de paysans chassés des campagnes par la misère, pour ces centaines de milliers de déshérités venus gonfler la population des bidonvilles de Treichville ou d'ailleurs, l'enrichissement visible d'une petite minorité n'a fait que mieux souligner leur propre misère sans espoir.

Oui, la bourgeoisie ivoirienne et derrière elle, l'impérialisme, peuvent être fiers de leur oeuvre. Ils ont accumulé tous les matériaux d'une explosion sociale. Tôt ou tard, l'explosion se produira. Tôt ou tard, Treichville marchera sur les quartiers où poussent les buldings des banques et sur les luxueuses résidences du Haut-Plateau, dont l'étalage de richesse est d'autant plus révoltant qu'il avoisine la misère des faubourgs.

Qui sait ? L'agitation des étudiants peut être le détonateur de cette explosion de colère des travailleurs et des pauvres. Mais c'est justement parce que les échéances sont peut-être proches qu'il est vital qu'existent en Côte d'Ivoire, comme dans les autres pays d'Afrique, des partis révolutionnaires représentant les intérêts du prolétariat, les intérêts des travailleurs et des sans-travail des villes, les intérêts des paysans pauvres. Car si les prolétaires de la Côte d'Ivoire ont toutes les raisons d'être solidaires de l'intelligentsia et de ses luttes; ils ont toutes les raisons, aussi, de refuser que cette intelligentsia se pose en représentant politique de toute la population et donc aussi de la population travailleuse.

L'intelligentsia a engagé une épreuve de force avec le régime. Très bien. Mais il faudrait que le prolétariat engage sa propre épreuve de force avec ses propres méthodes, avec sa propre organisation sous son propre drapeau, avec ses propres objectifs : ceux de la prise et de l'exercice du pouvoir par les ouvriers et les paysans pauvres en armes.

Alors, la lutte pourrait déboucher sur autre chose que le remplacement d'une coterie dirigeante par une autre.

CÔTE D'IVOIRE

Modèle de développement ou symbole du pillage impérialiste

L'image classique que la presse, aussi bien dans les pays occidentaux que dans certains pays d'Afrique donne de la Côte d'Ivoire, c'est celle d'un pays qui a vraiment réussi une amorce de développement. Certes on ne parle plus beaucoup de "miracleivoirien". Mais le pays est souvent cité comme un des rares en Afrique à avoir traversé avec bonheur, la période de l'après indépendance.

Sur quoi est basé ce genre d'affirmation ? La plupart du temps, il est fait référence à l'augmentation et à la diversification de la production agricole, de même qu'au relatif début d'industrialisation qu'a connu le pays. Il est bien vrai que de par ses richesses nombreuses, la Côte d'Ivoire a été plus attrayante pour les capitaux étrangers en mal de placements juteux. Cela a contribué à cette relative aisance en Côte d'Ivoire, qui fait d'Abidjan un pôle d'attraction pour de nombreux travailleurs des pays voisins.

Et de fait, les tenants du régime ont beau jeu de tirer gloire de cette situation qu'ils mettent sur le compte de la "sagesse" des choix économiques et politiques d'Houphouët. Quant aux représentants des pays impérialistes, ils tirent argument de l'image officielle qu'offre la Côte d'Ivoire pour dire que ceux qui ont "réussi" ce sont ceux qui ont fait le bon choix, c'est à dire la soumission baptisée "coopération" ou "collaboration franche".

Mais derrière les mots, à travers les slogans, qu'y-a-t-il derrière ce soit disant décollage économique ivoirien ? Globalement, la Côte d'Ivoire, à bien des égards est encore plus exploitée depuis son indépendance que sous la colonisation. Les aspects les plus apparents de cette exploitation, on les trouve dans la dette extérieure astronomique du pays : plus de 1 000 milliards de F CFA ; cela signifie en clair que tous les ans, l'Etat doit verser d'autres milliards rien que pour payer les intérêts de cette dette. Ces aspects les plus apparents de l'exploitation, on les trouve aussi, bien sûr, dans l'omniprésence des capitaux privés européens ou américains dans les secteurs les plus rentables de l'économie.

Les capitalistes français par exemple, par leurs investissements, contrôlent 58 % des Travaux Publics, 75 % du commerce des véhicules, 90 % du marché de matériel agricole et industriel, sans parler des entreprises de montage, 86 %, le commerce de gros, l'électro-ménager, le transport routier de marchandises, dominés à plus de 70 %.

Mais au-delà de cette domination par les investissements ou même le crédit, il existe d'autres aspects non moins significatifs du pillage. C'est, par exemple, l'intégration de toute la population dans l'économie monétaire. Ainsi, même dans le village le plus reculé de Côte d'Ivoire, on trouve une boutique où l'on vend du Coca-cola, des boîtes d'allumettes, des bougies, etc...

Dans le moindre petit village on retrouve l'ombre des trusts capitalistes derrière la moindre bouteille de "Fanta" vendue, ou le moindre litre de pétrole pour lampe. C'est dire que le capitalisme a pénétré jusqu'aux racines de la société ivoirienne.

Du moment que les populations, où qu'elles soient, sont obligées d'acheter et de vendre pour vivre, elles tombent sous la coupe du système capitaliste. Car elles n'ont aucun moyen d'influencer les prix aussi bien pour la vente que pour l'achat de produits. C'est donc deux fois qu'elles se font voler, en vendant et achetant n'importe qu'elle marchandise.

.../...

Par ailleurs il n'est pas besoin d'être devin ou économiste distingué pour voir que cet enrichissement apparent de la Côte d'Ivoire cache une différenciation sociale très importante qui s'accompagne de l'appauvrissement d'une grande partie de la population. C'est ce que vivent tous les jours les milliers de jeunes qui se balladent au port d'Abidjan, ou d'entreprise en entreprise, en quête d'une hypothétique embauche. C'est aussi ce que vivent les nombreux chômeurs qui n'ont parfois, comme seule ressource, que le vol pour survivre.

Il y a eu parallèlement l'émergence d'une bourgeoisie parasitaire, accrochée à l'appareil d'Etat et à certaines entreprises. Cette bourgeoisie bénéficie des miettes du pillage impérialiste. Une bourgeoisie qui intervient dans les secteurs de l'économie que les capitalistes veulent bien leur laisser, et qui s'enrichit sur le dos des populations travaillées.

Cette bourgeoisie contrôle environ 8% des investissements dans le pays, notamment dans l'hôtellerie, le commerce du café-cacao, l'immobilier, les transports. Elle accumule des richesses sur le dos des populations. De ce fait, avec les membres de l'appareil d'Etat, ces bourgeois constituent un marché; ils offrent des conditions favorables pour les capitalistes. Ce sont ces gens par exemple qui achètent les grosses voitures et autres objets de luxe dont le simple prix d'achat pourrait nourrir des familles entières pendant des mois, voire des années.

Si donc la Côte d'Ivoire représente un marché intéressant pour les capitalistes, ce n'est pas seulement à cause des richesses à exploiter. C'est aussi parce qu'il existe une sorte d'accumulation au profit d'une classe privilégiée ivoirienne.

Ce sont ces gens qui représentent la clientèle des gros trusts internationaux, et dont le pouvoir d'achat renforce la dépendance de la Côte d'Ivoire par rapport au marché mondial. C'est ainsi que se fait une autre forme d'exploitation, de pillage, moins visible celui-là, mais sur le dos de la population, par le biais de la minorité de parasites.

Alors, jusque là, le mécanisme a fonctionné plus ou moins sans accroc, du fait de la stabilité relative de l'économie capitaliste. Or aujourd'hui, il en va tout autrement, à cause de la crise. Et plus cette crise va s'approfondir, plus vont être apparentes les contradictions de classes et la fragilité de cet édifice tant vanté.

Et dans cette perspective, est-ce que la population continuera de supporter d'entretenir et une bourgeoisie internationale et une bourgeoisie parasite locale? Tout le problème est là pour les dirigeants.

TCHAD : à Nairobi l'OUA veut sauver la face

Le 11 février dernier, à Nairobi, le Comité permanent de l'OUA a pris sur le Tchad les décisions suivantes : cessez-le-feu le 28 février, négociation à partir du 15 mars en vue d'organiser des élections législatives et présidentielles avant le 30 juin et retrait de la force africaine avant cette date - si le GUNT (gouvernement d'union nationale de transition) et les FAN (forces armées du Nord) n'arrivaient pas à se mettre d'accord.

Evidemment les FAN accueillent favorablement ces décisions, ne serait-ce que parce qu'elles sont non seulement reconnues officiellement et acceptées sur un même pied d'égalité que le GUNT, mais aussi parce que, étant donné leur apparente supériorité militaire, le retrait de la force de l'OUA a de fortes chances de leur profiter. En revanche, le GUNT rejette ces décisions catégoriquement en parlant de " trahison " !

En effet, quand ce gouvernement a accepté le remplacement des troupes libyennes par la force africaine, il espérait que celle-ci allait se battre à ses côtés. Or il n'en a pas été ainsi; et les FAN ont profité du vide créé dans le Nord par le départ des troupes libyennes pour modifier considérablement le rapport des forces en leur faveur.

Pendant ce temps, le GUNT est loin de s'imposer. Au contraire, il semble même reculer.

Dans ces conditions, le Sénégal, le Zaïre et le Nigéria qui ont mis leurs soldats à la disposition de l'OUA ont donc décidé de se retirer. Ces forces d'intervention, capables éventuellement de " maintenir l'ordre " contre la population désarmée, n'ont apparemment ni l'envie ni sans doute la force d'imposer la paix aux deux factions en armes. Au lieu de rapporter à Diouf, Mobutu et Cie le prestige diplomatique qu'ils cherchaient en faisant mine de contribuer à un " règlement " du problème tchadien, leurs troupes risquaient de s'enliser en faisant quelque chose, ou se ridiculiser en ne rien faisant sans même parler des difficultés dues aux frais d'entretien de la force africaine. Exit donc les troupes de l'OUA.

De son côté, Mitterrand, chef de file de l'impérialisme français, commence à reculer aussi. Il a fait venir Goukouni à Paris pour lui assurer son soutien. Mais il semble aujourd'hui que sur le plan militaire, Goukouni ne fait pas le poids face à Habré. Et Mitterrand peut changer de carte ou du moins préserver les deux d'autant plus facilement qu'au fond, il n'a aucune préférence entre les deux valets : Goukouni et Habré. C'est pourquoi le gouvernement français a récemment suspendu son aide militaire à Goukouni, et tout dernièrement il a approuvé les décisions de l'OUA.

Ces décisions sont un constat d'échec; la force de l'OUA ne pourra pas contribuer à mettre fin à la guerre. Mais pour sauver la face, l'OUA décide de se retirer en prétendant qu'il faut organiser des élections. Pour le moment, rien n'indique que ces élections auront lieu. Et même si elles arrivent à être organisées, rien ne garantit évidemment que le candidat malheureux accepte le verdict des électeurs tant qu'il conserve le contrôle de ses troupes.

En effet, pour tenter de prendre le pouvoir, il pourra se donner une chance supplémentaire en ayant recours aux armes sous n'importe quel prétexte. Malheureusement pour les masses exploitées d'un côté comme de l'autre, les armes sont entre les mains de deux armées qui, pour être rivales, sont toutes les deux des instruments de repression contre la population laborieuse. Quelque soit le vainqueur, sa victoire fondera une nouvelle dictature, les masses laborieuses n'ont certainement aucun intérêt de cautionner l'un des candidats à la dictature, fut-ce par crainte de l'autre.

TCHAD : des partis qui se préparent à des élections hypothétiques

Ces derniers temps on assiste à la création de plusieurs partis politiques au Tchad, en particulier dans le Sud.

Actuellement leur nombre s'élèverait à plus de dix. En Afrique, en général, les dictatures en place imposent aux populations leur point de vue, leur propre parti politique unique. Ils refusent que toute autre opinion différente de la leur s'exprime. C'est donc tant mieux si dans ce pays d'autres courants politiques peuvent se manifester.

L'écllosion de ces organisations s'explique en partie par l'affaiblissement de l'Etat central. Les membres n'ont sans doute pas à craindre pour le moment les interdictions ou la répression. D'autant plus que la préoccupation des factions armées c'est le règlement de compte entre elles pour la prise du pouvoir. Les dirigeants de ces organisations comptent sur la tenue des élections législatives et présidentielles prévue depuis les accords de Lagos et réitérée par le récent mini-sommet de l'OUA; ils comptent sur ces élections pour accéder à la mangeoire gouvernementale. Compter sur les bulletins de vote au milieu des Kalatchnikov prêterait plutôt à sourire.

Mais parmi ces organisations le choix est plutôt mince pour la population; toutes proposent, à de différences fort minimes, la même chose, parce que, fondamentalement, elles ne se distinguent pas les unes des autres sur le plan politique. Il suffit de relever quelques aspects du programme politique des deux plus récentes et plus connues pour donner une idée de leur nature. Il s'agit du Mouvement Social pour la Démocratie Tchadienne (MSDT) et du Rassemblement pour l'Union et la Démocratie au Tchad (RUDT).

Le M S D T : c'est un mouvement petit bourgeois, nationaliste. Son sigle est " Un pour Tous, tous pour Un ". Il est animé par un jeune employé de la Coton-Tchad. Le mouvement condamne la violence et se réclame du réformisme. L'organisation propose l'Union dans la paix. Il aspire au pouvoir par le jeu démocratique c'est-à-dire par les élections.

Le R U D T : c'est le rassemblement des politicards fatigués, de la souche de Tombalbaye. Le dirigeant est Djidingar Michel, un ancien ministre. Marabi Julien en est le secrétaire. Il fut autrefois membre du Mouvement Démocratique pour la Rénovation du Tchad (MDRT) du Docteur Bono assassiné à Paris en août 1973. Parmi les autres membres figurent notamment Keïro Thomas, N'Gantar Maurice, Lol Choua (ex-président du Tchad), Douba Alifa. C'est la vieille clique qui veut toujours bénéficier des privilèges au sein de l'Etat.

Comme le MSDT, ce mouvement nationaliste veut réaliser l'union et ramener la paix par le biais des élections.

Parmi tous ces mouvements, aucun, à notre connaissance, ne se réclame des travailleurs; les dirigeants cherchent tout simplement à se servir d'eux comme masse de manoeuvre pour assouvir leur dessein personnel. Leur principal souci est comment s'y prendre pour faire partie du personnel politique de demain si les élections se réalisaient - ce qui n'est pas certain - Mais même là, ces dirigeants petits bourgeois risquent d'être déçus. L'avenir risque de ne pas être rose pour eux car quelque soit le vainqueur de la lutte des factions militaires, il y a peu de chance que ce vainqueur se paie le luxe d'entretenir un personnel politique professionnel, en dehors de quelques politiciens à ses bottes.

Alors les exploités tchadiens n'ont pas intérêt à suivre des mouvements bourgeois tels que le MSDT ou le RUDT. Pour que leur situation d'exploités change fondamentalement, ils ont tout à gagner en ne comptant que sur eux-mêmes, sur leurs propres luttes, en créant leur propre organisation de classe. Une organisation qui lutterait certes contre l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais elle combattrait également toute politique de division ethnique et régionale.

SENEGAL

licenciements pour fait de grève

Les patrons de deux entreprises d'alimentation à Dakar ont licencié environ 200 ouvriers parce qu'ils ont osé faire grève pour défendre leurs intérêts.

En effet, dans la Société Afrique-Azote, usine de farine de poisson qui comprend une cinquantaine d'ouvriers, la direction en a licencié 10. Les travailleurs se sont mis en grève pour soutenir leurs camarades licenciés et revendiquer des augmentations de salaires ainsi que des meilleures conditions de travail.

En prétextant que cette grève est illégale parce que effectuée sans préavis, le patron a licencié l'ensemble du personnel.

Dans la Société Amerger, autre usine d'alimentation qui se trouve à proximité de la précédente, les travailleurs ont voulu élire des délégués du personnel. Le patron s'y est opposé. Lorsque les ouvriers ont riposté par un mouvement de grève, le patron a licencié 135 ouvriers selon "Le Soleil", toujours sous prétexte de grève illégale.

Chez Amerger, en faisant grève, les ouvriers ont profité de l'occasion pour dénoncer les pratiques de ce patron. En particulier les pratiques du "jeton" : lorsqu'un ouvrier veut aller aux toilettes il doit demander un jeton. Et il n'y a qu'une dizaine de jetons pour 200 ouvriers!

Ce patron ne manque pas de cynisme et il déclare lui-même qu'il veut obliger les ouvriers à se laver les mains par mesure d'hygiène et contrôler ceux qui risquent de rester longtemps aux toilettes.

Dans les deux usines les ouvriers revendiquent la semaine de 40 heures, la suppression du travail à la tâche et le travail de dimanche et jour fériés.

La grève des ouvriers de ces deux entreprises n'est apparemment pas passée inaperçue dans la vie politique sénégalaise. Elle a montré que dans la classe ouvrière sénégalaise il y a des travailleurs qui luttent et qui n'ont pas l'intention de se laisser faire.

=====

MALI

L'UNTM, un syndicat au garde-à-vous

L'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM), syndicat officiel, a tenu son congrès fin janvier 1982 à Bamako. A ce congrès étaient présents le ministre du Travail et de la Fonction Publique, les membres de l'Assemblée Nationale, les représentants des officiers supérieurs de l'armée et le Bureau Exécutif de l'UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien), parti unique.

Une des résolutions du congrès demandait aux travailleurs de tout mettre en oeuvre pour sauvegarder et renforcer l'unité du mouvement syndical malien au sein d'une centrale unique (l'UNTM), à condamner sans réserve toute velléité de scission et à banir à jamais tout pluralisme syndical au Mali.

L'UNTM ajoute que la Constitution de la République du Mali "reconnait les droits et les libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la déclaration / ...

universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948".

Voyons! Les brutes galonnées qui dirigent le pays sont donc toutes de fameux démocrates, et leur uniforme kaki cache en réalité des coeurs épris de liberté et de droits de l'homme. C'est Traoré qui a dû rigoler, en voyant tant de servilité de la part de ces messieurs qui se posent en représentants des travailleurs -et leurs seuls représentants s'il vout plaît! -

On comprend évidemment que ces guignols aient réclamé qu'on leur garantis- se le monopole syndical, car sans ce monopole, sans l'interdiction de tout plu- ralisme syndical ou politique, ils risqueraient de perdre très vite leurs postes et leurs positions. On comprend aussi que les militaires leur garantissent évi- demment ce monopole de la représentativité. Ce n'est pas que ces "chefs syndicaux" servent à grand chose, mais, enfin, ils font bien dans la panoplie des dirigeants militaires les rares fois où ces derniers font semblant de jouer à la démocratie.

Seulement, être les laquais, même bien payés de ces messieurs du Comité Militaire, n'est pas forcément un métier d'avenir. Le jour où les travailleurs du Mali, qui sont parmi les plus opprimés, parmi les plus mal payés de l'Afrique de l'Ouest en auront vraiment assez, assez au point de faire trembler le régime sur ses fondements, alors, ce ne seront pas les résolutions de l'UNTM qui empe- cheront les travailleurs maliens de s'organiser démocratiquement, aussi bien sur le plan syndical que -et c'est tout aussi nécessaire - sur le plan politique.

MALI Congrès ordinaire qui n'a rien d'extraordinaire

L'Union Démocratique du Peuple Malien (UDPM), parti unique de Moussa Traoré, a tenu son congrès les 23 et 24 février. Les dignitaires de Bamako, militai- res et civils ont palabré à tort et à travers sur la situation nationale et in- ternationale.

Moussa a dit ceci : " Aujourd'hui, certes le Mali vit des moments difficil- es. Comme pris au piège dans un monde en péril, il se bat contre les autres et contre lui-même pour assurer sa survie, en dépit des lourds nuages qui obscur- cissent l'horizon de l'avenir". Plus loin dans le même discours, Traoré a dit : "Il nous suffit en effet de bien peu de choses, eu égard à nos potentialités, pour transformer fondamentalement notre situation. Que nous banissions de nos rangs la paresse, le désordre et le laisser-aller ..."

Notre président dictateur a sûrement raison au moins sur un point. Car il y en a des paresseux dans ce régime! A commencer par les flics, les douaniers qui passent souvent leurs journées sous les manguiers en attendant les auto- mobilistes et les cyclistes pour les rançonner.

Si la fonction de ces paresseux là était supprimée, il n'y aurait pas plus de travail au Mali, mais sûrement moins de parasites à entretenir.

D'ailleurs, l'alphabétisation en elle-même n'a pas la vertu de faire prendre conscience aux masses exploitées. Sinon dans les pays comme les USA ou les pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest (où le taux d'alphabétisation est très élevé), il serait déjà mis fin à l'exploitation actuelle. C'est pourquoi pour les marxistes révolutionnaires, la priorité des priorités c'est d'œuvrer au renversement de cette société capitaliste afin d'enrayer les misères qui en découlent.

Vue la misère et l'exploitation éhontées dont sont victimes des millions de personnes en Afrique, les révolutions sont inévitables. C'est la conséquence logique de l'exploitation capitaliste. Tôt ou tard les exploités africains vont se révolter et cela, quel que soit leur degré d'alphabétisation. Heureusement d'ailleurs qu'ils n'attendront pas d'être "instruits" pour balayer leurs exploités ! Les masses s'éduqueront dans la révolution, à condition bien sûr que cette révolution soit la leur.

En 1917, quand le prolétariat et la paysannerie russes se sont soulevés pour renverser le Tsar et mettre à sa place un pouvoir ouvrier, il y avait en Russie autant sinon plus d'analphabètes (en pourcentage) qu'il n'y en a aujourd'hui dans de nombreux pays africains. Mais cela ne les a pas empêchés de prendre les armes et d'imposer leurs volontés aux exploités. Les exploités de Russie de 1917 avaient à leur tête un parti révolutionnaire qui avait leur confiance et qui défendait réellement leurs intérêts.

Le problème principal n'est donc pas d'apprendre aux exploités l'alphabet, mais de faire en sorte que lorsqu'une révolution éclatera, ceux-ci ne soient pas trompés et trahis par des politiciens qui, tout en parlant en leur nom, voudront que la lutte des exploités profite à d'autres classes.

Le devoir d'un révolutionnaire c'est donc d'aider les exploités à construire leur parti révolutionnaire pour transformer la société.

Cette tâche est d'autant plus importante aujourd'hui que l'Afrique est grosse d'injustices et de misères aggravées davantage par la crise économique.

La démarche de certains intellectuels qui veulent alphabétiser et éduquer les exploités est peut-être une démarche humanitaire. Mais c'est aussi une démarche politique qui fait croire que puisque les exploités africains ne sont pas suffisamment "éduqués", il ne sont pas "mûrs" pour la révolution.

Il est vrai que si les exploités prennent le pouvoir, ils seront d'autant plus aptes à l'exercer et à le contrôler qu'ils seront instruits et éduqués sur tous les plans.

Les intellectuels qui sont vraiment révoltés par cette société doivent mettre leur savoir et leur énergie dans une toute autre action : celle de militer pour bâtir une société débarassée de l'exploitation capitaliste.

C'est la seule manière d'enrayer véritablement la misère et l'exploitation.

* * * * *
* * *
*

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.